



**HAL**  
open science

# L'Energiewende de 2011 : reconfigurations horizontales et verticales du système d'acteurs dans la géopolitique de l'énergie en Allemagne

Teva Meyer

► **To cite this version:**

Teva Meyer. L'Energiewende de 2011 : reconfigurations horizontales et verticales du système d'acteurs dans la géopolitique de l'énergie en Allemagne. Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique, 2019, 175, pp.225-238. hal-02377101

**HAL Id: hal-02377101**

**<https://hal.science/hal-02377101>**

Submitted on 27 Nov 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'Énergiewende de 2011 : reconfigurations horizontales et verticales du système d'acteurs dans la géopolitique de l'énergie en Allemagne

Teva Meyer

## Introduction :

Invoquée tantôt comme un modèle à suivre, soulignant la pénétration des énergies renouvelables dans le pays (40,3% du mix électrique en 2018), tantôt comme un contre-modèle à éviter, condamnant le rôle toujours prépondérant du charbon (39%), l'Allemagne est omniprésente dans les débats sur la politique énergétique française depuis l'accident de Fukushima en mars 2011 et la décision prise par la chancelière Angela Merkel de fermer huit réacteurs nucléaires immédiatement et d'échelonner l'arrêt des neuf derniers d'ici à 2022. Ce choix ne représentait pourtant pas une rupture dans la politique allemande. Dès 2000, le premier gouvernement de coalition entre le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts interdisait la construction de nouveau réacteur outre-Rhin et négociait des quotas maximums de production avec leur exploitant, actant leur fermeture en 2025. Le retour au pouvoir en 2009 de la coalition entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU), l'Union chrétienne-sociale (CSU) et le Parti libéral démocrate (FDP) conduite par Angela Merkel ne remit pas en cause cet accord. Seuls les quotas de production furent augmentés de treize années, une décision annulée en 2011.

Le tournant énergétique de 2011, ou « *Energiewende* », s'inscrit comme une nouvelle étape d'un processus long. Le néologisme *Energiewende* apparaît en 1980 dans un rapport publié par l'Öko-Institut<sup>1</sup> présentant des scénarii pour une croissance économique sans pétrole et sans uranium [Krause et al., 1980]. Dès 1991, la *Stromeinspeisungsgesetz* (STREG) oblige les exploitants des réseaux électriques à racheter la production provenant de sources renouvelables. Enfin, en 2000 la coalition SPD/*Grünen* promulgue l'*Erneuerabren Energien Gesetz* (EEG) qui fixe des tarifs de rachat sur vingt ans pour les producteurs d'énergie renouvelable, offrant une visibilité à long terme en plus de prix avantageux.

Alors que plusieurs scrutins locaux devaient se tenir outre-Rhin les mois suivants la catastrophe de Fukushima, la décision d'Angela Merkel en 2011 a été interprétée comme une stratégie électoraliste [Jahn and Korolczuk, 2012; Wittneben, 2012]. Les conservateurs auraient cherché à limiter la fuite des électeurs vers des partis antinucléaires et à créer les conditions favorables à la constitution de coalitions avec les Verts. Cette analyse ne résiste toutefois pas à la chronologie des faits. Tant les *Grünen* que la CDU avaient réfuté la possibilité de coalition avant les élections et les difficultés rencontrées par les conservateurs dans les sondages, particulièrement au Bade-Wurtemberg, ne tenaient pas à la question du nucléaire, mais plutôt à

---

<sup>1</sup> Association environnementaliste créée en 1977 dans le *Land* de Bade-Wurtemberg et issue du mouvement antinucléaire allemand qui deviendra un institut de recherche par la suite

leur soutien au projet controversé *Stuttgart 21* de restructuration du nœud ferroviaire de la capitale régionale. Loin d'être une décision prise par opportunisme, l'accélération de la fermeture des centrales allemandes apparaît comme le résultat de la lente recomposition de la balance des forces dans le système d'acteurs de l'énergie dans le pays.

Outre-Rhin, la géographie politique des énergies a été fréquemment décrite dans un affrontement entre deux blocs luttant pour orienter les politiques nationales [Lofsted, 2014]. Au nord-ouest, une alliance se serait nouée entre les sociaux-démocrates, les syndicats et le système productif du charbon, tandis qu'au sud, les conservateurs du Bade-Wurtemberg et de Bavière auraient pallié leur manque en ressources fossiles en soutenant le nucléaire. Si on accepte le postulat selon lequel la répartition des moyens de production a constitué des « champs de forces » [Aykut, 2012] spatiaux soutenant certaines sources, il convient de prendre en compte la restructuration qu'a subie la géographie des énergies en Allemagne. Cet article propose alors d'analyser le tournant énergétique de 2011 à l'aune de ces reconfigurations. L'émergence d'un consensus politique autour d'une sortie accélérée du nucléaire apparaît comme la conséquence d'une restructuration horizontale et verticale de la géopolitique des énergies. Horizontalement, le déploiement des sources renouvelables à partir de 1990 et la Réunification ont modifié la configuration des territoires de forces des énergies. Verticalement, la reprise en main des moyens de production et de distribution d'électricité par les municipalités a déconcentré les pouvoirs depuis quelques grands groupes jusqu'à une multitude d'acteurs locaux.

### **Reconfiguration horizontale : émergence de nouveaux territoires de force des énergies outre-Rhin**

1990 constitue une année charnière dans la restructuration de la géographie des énergies outre-Rhin. Séparées d'une quarantaine de jours, la Réunification et l'introduction d'incitations légales au déploiement des énergies renouvelables ont mené à une redistribution des soutiens aux différentes sources d'énergie.

#### **La Réunification comme première sortie du nucléaire**

Le parc électronucléaire est-allemand ne se composait en 1990 que de cinq réacteurs, quatre à Greifswald sur la Baltique et un à Rheinsberg au nord-est de Berlin, ainsi que de trois tranches en construction. Les évaluations menées après la catastrophe de Tchernobyl par les autorités de sûreté nucléaire des pays d'Europe orientale et centrale opérant des centrales de conception soviétique conclurent en 1989 sur un besoin commun d'amélioration des systèmes de sécurité. La chute de l'URSS ouvrit alors de nouveaux marchés pour les ingénieristes nucléaires

européens et américains engagés par les États de l'Est pour rénover leurs parcs. Si dès 1989, l'Allemand Siemens et le Suisse ABB prirent contact avec les conglomérats est-allemands du nucléaire pour proposer leur service, aucun projet ne fut mené à terme. Fin 1990, tous les réacteurs de RDA furent définitivement arrêtés, entraînant la dénucléarisation d'une partie du territoire allemand. De l'ensemble des centrales de technologie soviétique actives en Europe orientale, seuls les réacteurs est-allemands ont été mis à l'arrêt directement après la chute de l'URSS<sup>2</sup>.

Si certains chercheurs interprètent ces fermetures comme des décisions économiques rationnelles prises face aux coûts de la modernisation des réacteurs dans une situation de surcapacité de production électrique à l'Est, d'autres y voient l'influence de la participation de militants antinucléaires dans le gouvernement Modrow qui dirigea la RDA de novembre 1989 à avril 1990 [Abele, 2000]. Toutefois, cette situation reflète également l'histoire singulière du programme atomique est-allemand. La Seconde Guerre mondiale a affaibli la recherche nucléaire à l'est. Alors que les centres de recherche du régime national-socialiste avaient été déplacés vers l'ouest, la majorité des scientifiques ont émigré en RFA ou en URSS. De plus, la prise de contrôle des gisements d'uranium de Saxe et de Thuringe par les Soviétiques comme réparation de guerre a privé le programme est-allemand de ressources. Contraint par un déficit de compétences et de matières, la RDA dut importer des réacteurs conçus en URSS. L'ouverture des archives soviétique a montré le rôle constant de Moscou pour étouffer le développement d'un programme indigène afin d'empêcher l'accès de la RDA à du plutonium de qualité militaire ainsi que de freiner son indépendance énergétique [Augustine, 2007]. Les centrales est-allemandes furent alors gérées comme des enclaves soviétiques dans un rapport de « colonisateur à colonisé » [Schmid, 2011] interdisant l'émergence d'une expertise locale et d'une filière industrielle indépendante de l'URSS.

Tandis qu'un système productif du nucléaire persiste à l'ouest, la dénucléarisation des *Länder* de RDA est presque totale en 2011. Seuls quatre sites persistent, tous voués à la gestion des héritages du nucléaire est-allemand. Cette configuration eut des conséquences géopolitiques directes en 2011. Le système d'acteurs associatifs pronucléaires, toujours actifs outre-Rhin, est atone à l'Est. Le cas de la Société allemande d'énergie nucléaire (*Kerntechnische Gesellschaft-KTG*) en est révélateur. Fondée en 1969, la KTG réunit principalement des employés et des retraités de l'électronucléaire. En 2011, elle organisa les seules manifestations de soutien à

---

<sup>2</sup> Plus tard, l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie, de la Lituanie et de la Slovaquie fut conditionnée à l'arrêt de certains réacteurs de construction soviétique

l'énergie atomique en Allemagne après Fukushima. Revendiquant environ 3000 membres, la KTG est divisée en dix sections régionales, dont deux pour l'ex-RDA qui ne rassemblaient que 15 membres en 2010. Le nucléaire ne dispose alors plus de relais politiques dans les nouveaux *Länder*. Seul un député de l'Est, Arnold Vaatz (CDU) élu à Dresde, s'opposa à la décision d'Angela Merkel. Sans force sociale le soutenant, l'électronucléaire est devenu un non-enjeu politique pour les nouveaux *Länder*, à l'inverse du développement des énergies renouvelables.

**Intégrer carte 1 : Titre « Les mouvements pronucléaires en Allemagne »**

*L'Energiewende : une politique de lissage des inégalités spatiales est-ouest ?*

Quelques semaines avant l'accident de Fukushima, le ministère fédéral de l'Économie recensait en Allemagne 399 800 emplois directs dans le secteur des renouvelables. La répartition de ces gisements d'emplois n'est pas uniforme. Si en valeur absolue, la Bavière (68 900), la Rhénanie du Nord-Westphalie (52 700), la Basse-Saxe (47 70) et le Bade-Wurtemberg (43 000) en concentrent le plus, cette hiérarchie est modifiée en rapportant ces chiffres à la population active des *Länder*. Avec 26,3 employés dans le secteur renouvelable pour 1000 actifs, la Saxe-Anhalt est première devant le Brandebourg (21) et le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (19,2). L'ex-RDA se détache ainsi nettement.

Les nouveaux *Länder* ont cumulé les facteurs attractifs pour le secteur. L'industrie éolienne a pu s'appuyer sur des infrastructures et une main-d'œuvre compétente issues de l'effondrement de la construction navale en Allemagne du Nord dans les années 1990 [Fornahl et al., 2012]. Qui plus est, les ports de Poméranie et du Mecklembourg offraient un accès direct aux marchés nordiques. Les fabricants de panneaux solaires se sont également concentrés dans les nouveaux *Länder* qui abritaient 29 des 38 sites en activités en 2011, bénéficiant d'un coût faible de la main-d'œuvre et du soutien financier des gouvernements régionaux voyant dans le photovoltaïque un moyen de remobiliser les spécialisations industrielles développées durant la période soviétique dans l'optique, le silicium et les semi-conducteurs. Les *Länder* de l'Est ont également agrégé les capacités de production renouvelable. Pondérés par leur population, ces derniers présentaient les concentrations de puissance éolienne installée les plus fortes d'Allemagne avec 1875 KW pour 1000 habitants au Brandebourg, 1600 KW en Saxe-Anhalt et 1050 au Mecklembourg. Cette localisation repose sur la présence des principaux gisements éoliens d'Allemagne au nord du pays combinée à des densités de population faibles dans les territoires ruraux offrant ainsi plus d'opportunité d'implantation. De plus, le prix plus faible du foncier et la plus grande taille des parcelles agricoles à l'Est ont facilité l'installation de fermes

éoliennes en ex-RDA [Goetzke et Rave, 2016; Bosch et Peyke, 2010]. Les dynamiques sont identiques pour le photovoltaïque. Dans les nouveaux *Länder*, les parcs solaires se sont implantés sur des friches industrielles, sur d'anciens terrains miniers ainsi que sur d'anciennes zones militaires de l'Armée rouge, offrant de vastes surfaces ainsi qu'un prix du foncier attractif [Deshaies, 2015].

En 2011, le développement des énergies renouvelables était alors présenté dans les nouveaux *Länder* comme un outil de relance économique et de réindustrialisation devant permettre de réduire la fuite des jeunes actifs vers l'ouest. L'*Energiewende* était considérée comme porteuse de valeurs positives dont l'association avec les nouveaux *Länder* participerait à la transformation de l'*Ostdeutschlanddiskurs* (le discours sur l'Allemagne de l'Est), terme qui englobe la dévalorisation symbolique des régions d'ex-RDA dans les médias allemands. D'un côté, le discours sur la transition énergétique mobilise le registre de la modernité en opposition à la représentation d'un espace décrit comme en retard par l'*Ostdeutschlanddiskurs*. De l'autre, il rattache ces territoires à des projets écologiques, loin des images d'une désolation environnementale héritée de la période soviétique. Cette perception positive de l'*Energiewende* a influencé l'engagement des élus d'ex-RDA dans la production des politiques énergétiques nationales. Ainsi, les gouvernements des *Länder* de l'Est se sont systématiquement opposés depuis 2010 à toute réforme pouvant ralentir le déploiement des énergies renouvelables, et particulièrement à l'occasion des différentes modifications des mécanismes de financement introduits par la loi EEG. Le tournant énergétique a alors été cadré politiquement comme un outil de rattrapage économique et de lissage des inégalités entre l'Est et le reste du pays, faisant des nouveaux *Länder* des territoires de force pour les renouvelables. Ainsi, l'accord de gouvernement signé en 2013 entre la SPD et la CSU reconnaît, dans son chapitre « Renforcer l'unité Allemande », que « pour les nouveaux Länder, l'*Energiewende* est une chance, tant comme lieu de fabrication pour les éoliennes et les panneaux solaires, que comme lieu de production d'énergie »<sup>3</sup>.

#### *L'Energiewende comme opportunité temporaire pour les bassins de lignite à l'Est ?*

Les commentateurs de la politique énergétique allemande font parfois l'erreur de confondre sous le terme générique de charbon l'exploitation du lignite (*Braunkohle*), constituant 25% de la production électrique allemande en 2011, et de la houille (*Steinkohle*), représentant 19% du mix. Or, les propriétés physicochimiques de ces deux matières ont mené à la constitution de

---

<sup>3</sup> Deutschlands Zukunft gestalten Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD, page 24.

systèmes géographiques, sociotechniques et politiques diamétralement opposés. Différent par leur teneur en carbone et en eau, le pouvoir calorifique du lignite (inférieur à 17,4 GJ/t) est bien plus faible que celui de la houille (supérieur à 30 GJ/t). Il faut alors près de deux fois plus de lignite que de houille pour produire la même quantité d'énergie, impactant la rentabilité de son transport. En 2011, seuls 15% de la houille consommée en Allemagne y était extraite, le reste provenant de Russie (21%), des États-Unis (20%), de Colombie (13%) et de Pologne (11%). Si la transportabilité de la houille a permis une séparation entre les lieux de production et les lieux de consommation, entraînant l'installation des centrales le long des voies navigables, la situation est différente pour le lignite. La totalité du minerai utilisée en Allemagne pour la production électrique est extraite dans le pays. Outre-Rhin, l'extraction était réalisée en 2011 dans les gisements de Rhénanie, rassemblant 53% de la production allemande, de Lusace entre le Brandebourg et la Saxe (35%), et d'Allemagne centrale (10%). La faible transportabilité du minerai a imposé l'implantation des centrales directement à côté des sites d'extraction ainsi que l'installation d'autres entreprises utilisant le lignite dans des processus industriels.

La filière du lignite n'employait directement que 25 000 personnes en 2011 dont 13 000 dans le bassin rhénan, 8000 en Lusace et 2 000 en Allemagne centrale. Si ces effectifs paraissent faibles à l'échelle nationale, leur concentration spatiale donne au secteur un rôle local majeur et particulièrement en Lusace où le taux de chômage est parmi les plus forts du pays. En plus d'être le principal employeur dans les arrondissements de Burgenland, Cottbus, Bautzen, Spree/Neiße et Görlitz, le secteur est la troisième plus importante industrie en Brandebourg, Saxe et Saxe-Anhalt, derrière l'automobile et la sidérurgie. Le lignite se démarque alors des autres sources d'énergie par l'agrégation en un même lieu de l'ensemble de sa chaîne de valeur, constituant un système énergétique économiquement localisée dans des régions en difficultés.

Le tournant énergétique a souligné l'existence d'un système d'acteurs politiques favorables aux charbons dans les anciens *Länder*. Si de nombreuses manifestations ont été organisées dernièrement contre l'agrandissement des mines de lignite en Allemagne, et particulièrement autour de la forêt d'Hambach (Rhénanie du Nord-Westphalie), celles-ci concernent pour le moment le gisement rhénan. En ex-RDA, les voix contradictoires sont faibles dans le champ politique et se cantonnent aux *Grünen* dont l'influence est limitée à l'est. Une partie des élus des nouveaux *Länder* ont perçu dans l'*Energiewende* une opportunité pour pérenniser l'activité charbonnière. Ainsi, à l'occasion du débat sur la loi de sortie du nucléaire au *Bundesrat* en juin 2011, Dietmar Woidke (SPD), ministre-président du Brandebourg soulignait que « l'Allemagne devait repenser le rôle du lignite afin de garantir un approvisionnement fiable et soutenir le

développement des énergies vertes »<sup>4</sup>, un discours identique à celui de son homologue Stanislaw Tillich (CDU) en Saxe, soutenant que la suppression du nucléaire représentait « une nouvelle opportunité pour le lignite »<sup>5</sup>. Comme pour les renouvelables, ce discours s'est retrouvé dans l'accord de coalition SPD/CSU de 2013, stipulant également dans le chapitre « Renforcer l'unité allemande » que « le lignite doit jouer un rôle important dans la structure économique des nouveaux *Länder* »<sup>6</sup>.

### **Reconfiguration verticale : le marché de l'électricité comme théâtre du conflit sur le nucléaire**

Si le tournant allemand de 2011 apparaît comme une conséquence de la recomposition horizontale des territoires de force des énergies en défaveur du nucléaire, il relève également d'une redistribution verticale des pouvoirs entre acteurs s'affrontant dans le marché de l'électricité et partageant un intérêt commun à voir les centrales s'arrêter.

#### **Du « Big Four » aux Stadtwerke : remise en cause des acteurs industriels du nucléaire**

Le marché de l'électricité se décompose en quatre éléments : la production, le transport sur longue distance, la distribution au client et la vente. La structure du marché allemand diffère de son pendant français par le nombre d'acteurs impliqués. Si à la fin de la Seconde Guerre mondiale le secteur fut nationalisé en France et presque entièrement intégré dans une unique entreprise, Électricité de France<sup>7</sup>, le marché allemand a conservé la pluralité des acteurs responsables de l'électrification du pays. Toutefois, si l'on comptait plus d'un millier d'entreprises dans le secteur en 2011, cette dispersion cache de fortes dynamiques oligopolistiques. La libération du marché en 1998 a favorisé sa concentration en initiant un mouvement d'acquisitions autour de quatre grandes sociétés : E.ON, EnBW, RWE et l'entreprise publique suédoise Vattenfall. Surnommés le *Big Four*, ces quatre groupes contrôlaient en 2011 plus de 80% des capacités de production, exploitant la totalité du parc électronucléaire allemand, et 45% de la vente. Parmi les derniers acteurs indépendants, les entreprises municipales, ou *Stadtwerke* représentaient le plus grand contingent, disposant de la totalité de la distribution, 10% de la production et 45% de la vente.

---

<sup>4</sup> DER TAGESSPIEGEL, Der Atomausstieg gelingt nur mit Braunkohle, 20/11/2014 [En ligne] <http://www.tagesspiegel.de/politik/braunkohle-debatte-der-atomausstieg-gelingt-nur-mitbraunkohle/10992536.html>, mise à jour le 20/11/2014 (consulté le 22/11/2014).

<sup>5</sup> TAZ, Sachsen setzt auf Kohle, 21/04/2011 [En ligne] <http://www.taz.de/!5-122-170/>

<sup>6</sup> Deutschlands Zukunft gestalten Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD, page 24.

<sup>7</sup> Exception faite des Entreprises Locales de Distribution (ELD) qui gèrent environ 5% du réseau national.

La décision prise en 2010 par Angela Merkel de rallonger la durée de vie du parc nucléaire a soulevé l'opposition de ces entreprises municipales et plus particulièrement des plus grandes d'entre elles rassemblées au sein de l'association 8KU (*8 kommunalen Unternehmen* – 8 entreprises communales). Réunissant Berlin, Munich, Francfort-sur-le-Main, Hanovre, Leipzig, Cologne, Darmstadt, Nuremberg et Mannheim, des municipalités dirigées tant par les conservateurs que par le SPD, la 8KU déposa une plainte devant la Commission européenne contre la prolongation des centrales allemandes en novembre 2010 et menaça d'arrêter tout investissement dans le secteur énergétique. En effet, les *Stadtwerke* avaient été encouragées après la première sortie du nucléaire par le gouvernement rouge/vert à investir dans de nouveaux moyens de production d'électricité et en particulier dans des centrales à gaz. La fronde de 8KU fut rejointe par un groupe de 150 *Stadtwerke*, faisant basculer avec elles la puissante Association Fédérale des Entreprises Municipales du côté des forces antinucléaires alors que celle-ci n'avait jusqu'alors jamais pris position dans le conflit. Ce revirement eut deux conséquences. D'une part, il mena le *Deutscher Städtetag*, l'assemblée des villes allemandes, à s'engager pour la première fois contre l'énergie atomique, sous l'influence de sa présidente, Petra Roth, ancienne maire CDU de Francfort et membre de la 8KU. D'autre part, il a participé au changement de position de la Fédération des entreprises du secteur de l'énergie et de l'eau qui avait auparavant soutenu la prolongation du parc électronucléaire encouragée par le *Big Four*. L'*Energiewende* a ainsi été portée par une forme d'antinuclearisme des *Stadtwerke*, non pas motivée par l'augmentation des énergies renouvelables, mais par l'opportunité de développement dans le marché offert par cette transition.

### *La remunicipalisation : une utilisation stratégique du marché de l'électricité par les mouvements antinucléaires*

Si dans les années 1980 et 1990, les communes allemandes, touchées par la crise des finances locales, ont fortement privatisé leur *Stadtwerke*, le secteur de l'électricité connaît depuis le début des années 2000 une vague inédite de remunicipalisation. De 2007 à 2014, 63 nouvelles *Stadtwerke* furent créées et 193 communes reprirent le contrôle de la distribution d'électricité sur le territoire. Ces choix sont tant motivés par des considérations économiques, la distribution d'électricité étant une activité rentable dont les bénéfices servent à maintenir des services structurellement déficitaires, que par des logiques militantes, qu'elles soient altermondialistes, environnementalistes ou antinucléaires.

La remunicipalisation de l'électricité est utilisée stratégiquement par les opposants à l'énergie nucléaire outre-Rhin. Ce mouvement cherche ses origines dans le conflit mené au début des

années 1990 à Schönau (Bade-Wurtemberg). Suivant l'accident de Tchernobyl, un groupe d'habitants du village s'opposèrent à l'administration communale afin de racheter le contrat d'approvisionnement en électricité de la commune, alors contrôlé par un des exploitants des centrales du *Land*. Après deux référendums municipaux, ceux que la presse appela les « rebelles de l'électricité » parvinrent à prendre en 1997 le contrôle de la vente et de la distribution d'électricité dans la commune. Véritable mythe fondateur, l'histoire de Schönau a constitué un modèle pour la stratégie de pénétration des antinucléaires en Allemagne dans chacun des secteurs du marché de l'électricité. Dans la vente, partant du constat que près de la moitié des foyers allemands achète son électricité à une *Stadtwerke*, l'objectif est de prendre le contrôle des entreprises municipales afin de s'assurer qu'elles ne s'approvisionnent pas chez des producteurs d'électricité nucléaire et d'affaiblir financièrement ces dernières. Dans la distribution, en plus de soustraire des recettes aux grands groupes, le but est de s'appuyer sur la rentabilité de l'activité afin de financer la construction locale de moyens de production renouvelables. Preuve de sa réussite, cette stratégie est aujourd'hui reprise par les partisans de l'énergie nucléaire en Allemagne. L'entreprise *Enerny* fondée en 2015 propose un contrat d'approvisionnement entièrement nucléaire, alimenté par les centrales suisses. Depuis lors, les militants de l'association pronucléaire *Nuklearia*, née en 2010 d'une scission au sein du Parti pirate, basée à Erlangen en Bavière militent pour une remunicipalisation nucléaire de la *Stadtwerke* locale.

### Les collectivités territoriales : acteurs antinucléaires au sein de l'industrie de l'énergie atomique allemande

L'accélération de la sortie du nucléaire imposée par le gouvernement Merkel n'a été opposé que marginalement par le *Big Four*, ne portant pas de recours pour annuler son application, mais contestant ses modalités devant les cours administratives des *Länder* afin d'obtenir des dédommagements financiers. Aucune action conjointe n'a été menée par les quatre entreprises. Cette désunion résulte des débats internes propres à chacune de ces entreprises où se sont exprimées, en 2011, des forces favorables à l'*Energiewende*, provenant principalement des collectivités territoriales actionnaires. Les cas d'EnBW et de RWE en témoignent parfaitement.

EnBW, implantée dans le Bade-Wurtemberg, opérait en 2011 les deux uniques centrales du *Land*. Fondée en 1997, l'entreprise est le fruit de la fusion de la *Badenwerk* et l'*Energieversorgung Schwaben* (EVS). Ces groupes constituent encore l'actionnariat d'EnBW, contrôlant chacun 46,75% de l'entreprise, le reste appartenant à de petits porteurs. Créée en 1921, la *Badenwerk* a été contrôlée par le *Land* de Bade-Wurtemberg jusqu'à son acquisition

par Électricité de France en 1999. Un an avant l'accident de Fukushima, le gouvernement CDU du Bade-Wurtemberg racheta la totalité des parts à l'énergéticien français avec comme objectif d'en faire un service public régional de l'électricité à quelques mois d'un scrutin local que les sondages annonçaient à risques pour les conservateurs. Le 27 mars 2011, les élections donnèrent la victoire à une coalition des *Grünen* et du SPD, portant pour la première fois dans l'histoire allemande un écologiste au poste de ministre-président. Les Verts se voyaient ainsi octroyer le contrôle de 46,75% d'EnBW en plein débat sur l'avenir de l'électronucléaire, avec comme intention affichée d'accélérer l'*Energiewende*. Cette stratégie a été largement appuyée par l'EVS. L'*Energieversorgung Schwaben* est fondée en 1979 par un syndicat intercommunal regroupant neuf arrondissements (*Kreise*) ruraux du sud-est du *Bade-Wurtemberg* dont huit étaient dirigés par la CDU en 2011. Soutien historique du nucléaire, les collectivités membres d'EVS demandèrent conjointement en 2011 à *EnBW* de renoncer à l'énergie atomique. Si ce revirement peut s'expliquer par loyauté à la politique d'Angela Merkel, il résulte aussi du développement dense des énergies renouvelables dans ces *Kreise* depuis le vote de la loi EEG. Les *Kreise* actionnaires d'EVS concentrent les capacités en biomasse et en photovoltaïque au sein du Bade-Wurtemberg, alors même que le *Land* est un des principaux producteurs à l'échelle nationale. En 2011, au moment où *EnBW* aurait pu s'opposer à la politique de sortie du nucléaire, l'entreprise était contrôlée par deux acteurs favorables à l'arrêt de l'énergie atomique.

La situation de la *Rheinisch-Westfälisches Elektrizitätswerk* (RWE) est comparable. Fondée 1898, l'actionnariat de l'entreprise est complexe. Pour simplifier, on peut le diviser entre les actionnaires individuels qui totalisaient 20 % des parts en 2011, les actionnaires institutionnels (fonds d'investissement, banques, etc.) qui détiennent 50 % des actions et les collectivités territoriales qui disposent de 25 % des capitaux. Fédérées au sein de l'association des actionnaires communaux de RWE (VKA), ces dernières disposent d'une minorité de blocage. Si avant 2011, certains membres de VKA avaient déjà ouvertement questionné la position pronucléaire de RWE, cette critique s'amplifia largement après l'accident de Fukushima lorsque plusieurs communes actionnaires appelèrent la RWE à ne plus s'opposer à l'*Energiewende*. Cet engagement s'explique de deux manières. D'une part, seize des vingt-quatre communes membres sont actionnaires d'une *Stadtwerke* concurrente de RWE sur le marché de l'électricité et six d'entre elles sont copropriétaires depuis 2010 de la STEAG, cinquième plus grand producteur d'électricité en Allemagne. D'autre part, si l'histoire de la Rhénanie est étroitement liée à celle des charbons, il en va également des communes actionnaires de RWE. De nombreux responsables politiques locaux ont ainsi motivé leur

engagement au sein de RWE contre le nucléaire par l'opportunité que cette transition représenterait pour l'industrie charbonnière.

### **Conclusion : Die Bürgerenergiebewende, entre reconfiguration des pouvoirs et rhétorique politique**

Nombre d'observateurs ont critiqué la décision d'Angela Merkel en 2011 comme un choix électoraliste. Cet article a souhaité montrer que les ressorts de cette décision sont bien plus complexes. Elle est le produit d'une reconfiguration graduelle de la géopolitique de l'énergie débutée en 1990 par le double événement qu'ont été la réunification et la signature de la loi StrEG. Ces recompositions verticale et horizontale ont participé à la constitution du consensus politique qui aujourd'hui permet d'assurer le développement de l'*Energiebewende* dans son état actuel.

Toutefois, si la recomposition verticale des pouvoirs vers des acteurs locaux est tangible, 33% des capacités renouvelables appartenant à des particuliers et 16% à des agriculteurs en 2018, ce *Bürgerenergiebewende* (tournant énergétique citoyen), n'en est pas moins aussi une construction discursive servant à justifier politiquement la transition énergétique. Le tournant énergétique a créé des opportunités pour des investisseurs privés et particulièrement pour les banques et les fonds d'investissement qui contrôlent 12% des capacités renouvelables. De plus, seule une partie de la population a la possibilité financière de participer à la transition énergétique. Les opposants de l'*Energiebewende* dénoncent alors une redistribution de la richesse entre d'un côté des populations qui ne sont pas économiquement en capacité d'être producteurs d'énergies renouvelables, mais participent à leur développement en payant le surcoût sur leur facture énergétique, et de l'autre ceux ayant pu investir dans des moyens de production et qui jouissent des tarifs de rachat. C'est dans ces mécontentements que se cachent aujourd'hui la principale menace et le plus grand défi pour la réussite du tournant énergétique allemand.

### **Bibliographie**

ABELE J. (2000), *Kernkraft in der DDR: Zwischen nationaler Industriepolitik und sozialistischer Zusammenarbeit 1963-1990*, Dresde, Hannah-Arendt-Institut für Totalitarismusforsch.

AUGUSTINE D. (2007), *Red Prometheus: Engineering and Dictatorship in East Germany, 1945-1990*, Cambridge, MIT Press.

AYKUT S. (2012), *Comment gouverner un nouveau risque mondial ? : la construction du changement climatique comme problème public à l'échelle globale, européenne, en France et en Allemagne*, thèse de doctorat en Science Politique, EHESS, Paris.

BOSCH S., PEYKE G. (2010), « Raum und Erneuerbare Energien. Anforderungen eines regenerativen Energiesystems an die Standortplanung », *Zeitschrift für Angewandte Geographie*, n°34.

DESHAIES M. (2015). « Énergies renouvelables et territoires : les défis de la transition énergétique en Allemagne », *Revue Géographique de l'Est*, n°55.

FORNAHL D., HASSINK R., KLAERDING C., SCHRÖDER H. (2012), « From the Old Path of Shipbuilding onto the New Path of Offshore Wind Energy? The Case of Northern Germany », *European Planning Studies*, vol. 20, n°5.

GOETZKE F., RAVE T. (2016), « Exploring heterogeneous growth of wind energy across Germany », *Utilities Policy*, vol. 41.

JAHN D., KOROLCZUK J. (2012), « German exceptionalism: the end of nuclear energy in Germany! », *Environmental Politics*, vol. 21.

KRAUSE F., BOSSEL H., MÜLLER-REISSMANN K. (1980), *Energie-Wende: Wachstum und Wohlstand ohne Erdöl und Uran*, Francfort, S. Fischer Verlag

LOFSTED R. (2014), *Cases in Climate Change Policy: Political Reality in the European Union*. Londres, Routledge.

SCHMID S. (2011), *Nuclear Colonization?: Soviet Technopolitics in the Second World*, Cambridge, MIT Press.

WITTNEBEN B. (2012), « The impact of the Fukushima nuclear accident on European energy policy », *Environmental Science & Policy*, vol. 15.